PROCES VERBAL
REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
Mercredi 9 avril 2025 – 19h00
Salle du Conseil Municipal, Mairie de Pauillac

L'an deux mille vingt-cinq, le 9 avril à dix-neuf heures.

Le Conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie de Pauillac, sous la présidence de M. Florent FATIN, Maire de Pauillac

Présents :

Messieurs et Mesdames ABDICHE-MOGE, ARBEZ, BARRET, BLANCK, BORTOLUSSI, COSTA, CROUZAL, DAUMENS, DE FOURNAS, DORÉ, FALCO, FATIN, GETTE, MORISSEAU, POUYALET, RENAUD, REVELLE,

Absents :

Messieurs et Mesdames, ALVES, BARILLOT, BARRAO, BARRAUD, FAURIE, GARAT, GUIET, HÉDANT, SIAUT, TAUZIER

Absents ayant donné procuration :

Madame ALVES donne pouvoir à Madame CROUZAL

Madame BARILLOT donne pouvoir à Monsieur BARRET

Madame BARRAO donne pouvoir à Monsieur REVELLE

Monsieur BARRAUD donne pouvoir à Monsieur POUYALET

Madame FAURIE donne pouvoir à Monsieur BORTOLUSSI

Madame GUIET donne pouvoir à Madame COSTA

Monsieur SIAUT donne pouvoir à Madame DORÉ

Madame COSTA est nommée secrétaire de séance.

<i>Date de convocation</i>	03/04/2025
<i>Nombre de membres en exercice</i>	27
<i>Nombre de membres présents</i>	17
<i>Nombre de suffrages exprimés</i>	24

PREAMBULE :

APPROBATION DU PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 JANVIER 2025

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0

Adopté à l'unanimité

APPROBATION DU PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0

Adopté à l'unanimité

BUDGET ANNEXE « CAMPING MUNICIPAL » : APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2024

Le Conseil municipal :

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice **2024** et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice **2024** celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

CONSIDÉRANT la conformité des écritures ;

1- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice **2024** en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

3- Statuant sur la comptabilité des valeurs actives ;

DÉCLARE QUE le compte de gestion du budget annexe « Camping municipal » dressé pour l'exercice **2024** par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0
Adopté à l'unanimité

BUDGET ANNEXE « REGIE D'ANIMATION ET PROMOTION » : APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2024

Le Conseil municipal :

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice **2024** et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice **2024** celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

CONSIDÉRANT la conformité des écritures ;

1- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice **2024** en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

3- Statuant sur la comptabilité des valeurs actives ;

DÉCLARE QUE le compte de gestion du budget annexe « Régie d'animation et promotion » dressé pour l'exercice **2024** par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0

Adopté à l'unanimité

BUDGET ANNEXE « EAU » : APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2024

Le Conseil municipal :

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice **2024** et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice **2024** celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

CONSIDÉRANT la conformité des écritures ;

1- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice **2024** en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

3- Statuant sur la comptabilité des valeurs actives ;

DÉCLARE QUE le compte de gestion du budget annexe « Eau » dressé pour l'exercice **2024** par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0

Adopté à l'unanimité

BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT » : APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2024

Le Conseil municipal :

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice **2024** et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice **2024** celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

CONSIDÉRANT la conformité des écritures ;

1- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice **2024** en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

3- Statuant sur la comptabilité des valeurs actives ;

DÉCLARE QUE le compte de gestion du budget annexe « Assainissement » dressé pour l'exercice **2024** par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0

Adopté à l'unanimité

BUDGET ANNEXE « LOCAUX PROFESSIONNELS SOUMIS À TVA » : APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2024

Le Conseil municipal :

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice **2024** et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice **2024** celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

CONSIDÉRANT la conformité des écritures ;

1- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice **2024** en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

3- Statuant sur la comptabilité des valeurs actives ;

DÉCLARE QUE le compte de gestion du budget annexe « Locaux professionnels soumis à TVA » dressé pour l'exercice **2024** par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0

Adopté à l'unanimité

BUDGET ANNEXE « CAMPING MUNICIPAL » : COMPTE ADMINISTRATIF 2024

Monsieur DE FOURNAS prend la parole et remercie Mme BARRAO et Mme CROUZAL pour le mariage de sa collaboratrice cette année et est conscient de la difficulté qu'elles ont pu rencontrer au vu du contexte. Monsieur DE FOURNAS constate que les résultats du Camping municipal sont satisfaisants avec une fréquentation qui augmente ce qui dément les intentions que Monsieur le Maire a eu de vouloir se séparer du camping. Il constate que le camping prouve sa viabilité et a le sentiment que les économies faites sur le fonctionnement et donc l'entretien du camping pourraient avoir un impact sur sa pérennité. Des installations du camping commencent à vieillir, et mériteraient de l'entretien. Pas d'achat de mobil home dans l'exercice 2024 et pas d'achat de mobil home prévu en 2025. S'il n'y a pas d'achat de mobil home, il estime que cela compromet encore une fois sa viabilité. Il tenait à faire ces 2 points d'attention. Le camping et d'autres sites à Pauillac méritent une attention particulière ; cet acquis, hérité des précédents gestionnaires de la commune, ne doit pas être compromis par le manque d'investissement et d'entretien sur ces installations.

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de **Jean-François RENAUD**, délibérant sur le compte administratif de l'exercice **2024** dressé par **Monsieur Florent FATIN, Maire**, après s'être fait présenter le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice considéré :

1. Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

**COMPTE ADMINISTRATIF :
BUDGET ANNEXE « CAMPING MUNICIPAL »**

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédents
Résultats reportés		14 382, 80		41 612, 41		55 995, 21
Opérations de l'exercice	78 485, 98	110 833, 12	15 604, 98	9 768, 59	94 090, 96	120 601, 71
TOTAUX	78 485, 98	125 215, 92	15 604, 98	51 381, 00	94 090, 96	176 596, 92
Résultats de clôture		46 729, 94		35 776, 02		82 505, 96
Restes à réaliser			15 747, 90		15 747, 90	
TOTAUX CUMULES	78 485, 98	125 215, 92	31 352, 88	51 381, 00	109 838, 86	176 596, 92
RESULTATS DEFINITIFS		46 729, 94		20 028, 12		66 758, 06

2. Constate, aussi bien pour la comptabilité principale que pour chacune des comptabilités annexes, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;

3. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

4. Vote et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Vote : POUR : 19 ; CONTRE : 3 (Messieurs BARRAUD, MORISSEAU et POUYALET) ; ABSTENTION : 1 (Monsieur DE FOURNAS)

Adopté à la majorité

BUDGET ANNEXE « REGIE D'ANIMATION ET PROMOTION » : COMPTE ADMINISTRATIF 2024

Le Conseil municipal réuni sous la présidence de **Jean-François RENAUD**, délibérant sur le compte administratif de l'exercice **2024** dressé par **Monsieur Florent FATIN, Maire**, après s'être fait présenter le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice considéré :

1. Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

**COMPTE ADMINISTRATIF :
BUDGET ANNEXE « REGIE D'ANIMATION ET PROMOTION »**

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT				ENSEMBLE					
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficit		Recettes ou excédents		Dépenses ou déficit	Recettes ou excédents				
Résultats reportés		10 512, 85	/	/	/	/	/	/	/	/		10 512, 85
Opérations de l'exercice	488 873, 53	469 998, 78	/	/	/	/	/	/	/	/	488 873, 53	469 998, 78
TOTAUX	488 873, 53	480 511, 63	/	/	/	/	/	/	/	/	488 873, 53	480 511, 63
Résultats de clôture	8 361, 90		/	/	/	/	/	/	/	/	8 361, 90	
Restes à réaliser			/	/	/	/	/	/	/	/		
TOTAUX CUMULES	488 873, 53	480 511, 63	/	/	/	/	/	/	/	/	488 873, 53	480 511, 63
RESULTATS DEFINITIFS	8 361, 90		/	/	/	/	/	/	/	/	8 361, 90	

Monsieur DE FOURNAS indique que la régie d'animation a augmenté le périmètre de son activité, et comprend que Monsieur le Maire explique que ce déficit est lié à l'augmentation de ce périmètre et que cela était compliqué en raison du caractère nouveau de la chose et demande des explications supplémentaires sur le déficit de 8 000 €. Monsieur le Maire rappelle avoir expliqué ce déficit en commission et que cela est inscrit sur la note ; les recettes de « l'ex Tourelles » qui est devenu le centre culturel, sont estimées de moitié par rapport aux propos tenus par l'association des Tourelles. Donc quand on prépare un budget et qu'on n'a pas les recettes qui sont attendues, on se retrouve avec un déficit qui sera régularisé sur le budget 2025 car on ne va pas réintégrer le niveau de recettes que l'on pouvait espérer l'année dernière.

2. Constate, aussi bien pour la comptabilité principale que pour chacune des comptabilités annexes, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;
3. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser
4. Vote et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Vote : POUR : 19 ; CONTRE : 4 (Messieurs BARRAUD, DE FOURNAS, MORISSEAU et POUYALET) ; ABSTENTION : 0
Adopté à la majorité

BUDGET ANNEXE « EAU » : COMPTE ADMINISTRATIF 2024

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de **Jean-François RENAUD**, délibérant sur le compte administratif de l'exercice **2024** dressé par **Monsieur Florent FATIN, Maire**, après s'être fait présenter le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice considéré :

1. Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

**COMPTE ADMINISTRATIF :
BUDGET ANNEXE « EAU »**

LIBELLE	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédents
Résultats reportés		179 721, 80		29 955, 26		209 677, 06
Opérations de l'exercice	55 904, 71	87 077, 75	28 366, 78	50 212, 48	84 271, 49	137 290, 23
TOTAUX	55 904, 71	266 799, 55	28 366, 78	80 167, 74	84 271, 49	346 967, 29
Résultats de clôture		210 894, 84		51 800, 96		262 695, 80
Restes à réaliser			95 560, 00		95 560, 00	
TOTAUX CUMULES	55 904, 71	266 799, 55	123 926, 78	80 167, 74	179 831, 49	346 967, 29
RESULTATS DEFINITIFS		210 894, 84	43 759, 04			167 135, 80

2. Constate, aussi bien pour la comptabilité principale que pour chacune des comptabilités annexes, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;
3. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser
4. Vote et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Vote : POUR : 19 ; CONTRE : 3 (Messieurs BARRAUD, MORISSEAU et POUYALET) ; ABSTENTION : 1 (Monsieur DE FOURNAS)
Adopté à la majorité

BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT » : COMPTE ADMINISTRATIF 2024

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de **Jean-François RENAUD**, délibérant sur le compte administratif de l'exercice **2024** dressé par **Monsieur Florent FATIN, Maire**, après s'être fait présenter le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice considéré :

1. Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

**COMPTE ADMINISTRATIF :
BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT »**

LIBELLE	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédents

Résultats reportés		405 358, 79		128 792, 02		534 150, 81
Opérations de l'exercice	289 673, 23	533 594, 60	135 326, 58	212 347, 30	424 999, 81	745 941, 90
TOTAUX	289 673, 23	938 953, 39	135 326, 58	341 139, 32	424 999, 81	1 280 092, 71
Résultats de clôture		649 280, 16		205 812, 74		855 092, 90
Restes à réaliser			59 814, 00	13 675, 44	59 814, 00	13 675, 44
TOTAUX CUMULES	289 673, 23	938 953, 39	195 140, 58	354 814, 76	484 813, 81	1 293 768, 15
RESULTATS DEFINITIFS		649 280, 16		159 674, 18		808 954, 34

2. Constate, aussi bien pour la comptabilité principale que pour chacune des comptabilités annexes, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;

3. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

4. Vote et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Vote : POUR : 19 ; CONTRE : 3 (Messieurs BARRAUD, MORISSEAU et POUYALET) ; ABSTENTION : 1 (Monsieur DE FOURNAS)

Adopté à la majorité

BUDGET ANNEXE « LOCAUX PROFESSIONNELS SOUMIS À TVA » : COMPTE ADMINISTRATIF 2024

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de **Jean-François RENAUD**, délibérant sur le compte administratif de l'exercice **2024** dressé par **Monsieur Florent FATIN, Maire**, après s'être fait présenter le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice considéré :

1. Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

**COMPTE ADMINISTRATIF :
BUDGET ANNEXE « LOCAUX PROFESSIONNELS SOUMIS À TVA »**

LIBELLE	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédents
Résultats reportés		248 710, 87		3 086, 04		251 796, 91
Opérations de l'exercice	80 087, 99	91 404, 89	37 398, 15	34 498, 54	117 486, 14	125 903, 43
TOTAUX	80 087, 99	340 115, 76	37 398, 15	37 584, 58	117 486, 14	377 700, 34
Résultats de clôture		260 027, 77		186, 43		260 214, 20
Restes à réaliser						

TOTAUX CUMULES	80 087, 99	340 115, 76	37 398, 15	37 584, 58	117 486, 14	377 700, 34
RESULTATS DEFINITIFS		260 027, 77		186, 43		260 214, 20

2. Constate, aussi bien pour la comptabilité principale que pour chacune des comptabilités annexes, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;
3. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser
4. Vote et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Vote : POUR : 19 ; CONTRE : 3 (Messieurs BARRAUD, MORISSEAU et POUYALET) ; ABSTENTION : 1 (Monsieur DE FOURNAS)

Adopté à la majorité

Après avoir présenté les comptes administratifs des budgets annexes, Monsieur le Maire quitte la salle afin que Monsieur Jean-François RENAUD puisse procéder aux votes desdits budgets.

Retour de Monsieur le Maire après les votes des comptes administratifs des budgets annexes.

BUDGET ANNEXE « CAMPING MUNICIPAL » : AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2024

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Monsieur Florent FATIN, Maire.

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2024.

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2024 ;

Constatant que le Compte Administratif présente les résultats suivants :

RESULTAT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT A AFFECTER

Résultat de l'exercice	Excédent Déficit	32 347,14 €
Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 002 du CA)	Excédent Déficit	14 382,80 €
Résultat de clôture à affecter (A1) (A2)	Excédent Déficit	46 729,94 €

BESOIN REEL DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Résultat de la section d'investissement de l'exercice	Excédent Déficit	-5 836,39 €
Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 001 du CA)	Excédent Déficit	41 612,41 €

Résultat comptable cumulé (A2)	Excédent Déficit	<u>35 776,02 €</u>
Dépenses d'investissement engagées non mandatées		-15 747,90 €
Recettes d'investissement restant à réaliser		
Solde des restes à réaliser		<u>-15 747,90 €</u>
(B) Besoin (-) réel de financement (D 001)		
Excédent (+) réel de financement (R 002)		

AFFECTATION DU RESULTAT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Résultat excédentaire (A1)		
En couverture du besoin réel de financement (B) dégagé à la section d'investissement (recette budgétaire au compte R 1068)		
En dotation complémentaire en réserve (recette budgétaire au compte R 1068)		
	Sous-Total (R 1068)	
En excédent reporté à la section de fonctionnement (recette non budgétaire au compte 110 ligne budgétaire R 002 du budget N+1)		46 729,94 €
	<u>TOTAL (A1)</u>	<u>46 729,94 €</u>
Résultat déficitaire (A2) en report, en compte débiteur		
(dépense non budgétaire au compte 119 / déficit reporté à la section de fonctionnement D 002)		

TRANSCRIPTION BUDGETAIRE DE L'AFFECTATION DU RESULTAT

<u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u>		<u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u>		
Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
<u>D 002</u> : Résultat de fonctionnement reporté	<u>R 002</u> : Résultat de fonctionnement reporté	<u>D 001</u> : Déficit d'exécution N-1	<u>R 001</u> : Excédent d'exécution N-1	<u>R 1068</u> : Excédent de fonctionnement capitalisé

/	46 729,94 €	/	35 776,02 €	/
---	-------------	---	-------------	---

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

AFFECTE les résultats de l'exercice 2024 au budget primitif du budget annexe « Camping municipal » 2025.

Vote : POUR : 20 ; CONTRE : 3 (Messieurs BARRAUD, MORISSEAU et POUYALET) ; ABSTENTION : 1 (Monsieur DE FOURNAS)

Adopté à la majorité

BUDGET ANNEXE « REGIE D'ANIMATION ET PROMOTION » : AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2024
--

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Monsieur Florent FATIN, Maire.

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2024.

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2024 ;

Constatant que le Compte Administratif présente les résultats suivants :

RESULTAT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT A AFFECTER

Résultat de l'exercice	Excédent Déficit	18 874,75
Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 002 du CA)	Excédent Déficit	10 512,85 €
Résultat de clôture à affecter (A1) (A2)	Excédent Déficit	8 361,90

BESOIN REEL DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Résultat de la section d'investissement de l'exercice	Excédent Déficit	/ /
Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 001 du CA)	Excédent Déficit	/ /
Résultat comptable cumulé (A2)	Excédent Déficit	/ /
Dépenses d'investissement engagées non mandatées		/
Recettes d'investissement restant à réaliser		/
Solde des restes à réaliser		/
(B) Besoin (-) réel de financement (D 001)		/
Excédent (+) réel de financement (R 002)		/

--	--	--

AFFECTATION DU RESULTAT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Résultat excédentaire (A1)		
En couverture du besoin réel de financement (B) dégagé à la section d'investissement (recette budgétaire au compte R 1068)		
En dotation complémentaire en réserve (recette budgétaire au compte R 1068)		
	Sous-Total (R 1068)	
En excédent reporté à la section de fonctionnement (recette non budgétaire au compte 110 ligne budgétaire R 002 du budget N+1)		
	<u>TOTAL (A1)</u>	
Résultat déficitaire (A2) en report, en compte débiteur		
(dépense non budgétaire au compte 119 / déficit reporté à la section de fonctionnement D 002)		

TRANSCRIPTION BUDGETAIRE DE L'AFFECTATION DU RESULTAT

<u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u>		<u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u>		
Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
<u>D 002</u> : Résultat de fonctionnement reporté	<u>R 002</u> : Résultat de fonctionnement reporté	<u>D 001</u> : Déficit d'exécution N-1	<u>R 001</u> : Excédent d'exécution N-1	<u>R 1068</u> : Excédent de fonctionnement capitalisé
8 361,90 €	/	/	/	/

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

AFFECTE les résultats de l'exercice 2024 au budget primitif du budget annexe « Régie d'animation et promotion » 2025,

Vote : POUR : 20 ; CONTRE : 4 (Messieurs BARRAUD, DE FOURNAS, MORISSEAU et POUYALET) ; ABSTENTION : 0

Adopté à la majorité

BUDGET ANNEXE « EAU » : AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2024

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Florent FATIN, Maire.

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2024.

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation 2024 ;

Constatant que le Compte Administratif présente les résultats suivants :

RESULTAT DE LA SECTION D'EXPLOITATION A AFFECTER

Résultat de l'exercice	Excédent	31 173,04 €
	Déficit	
Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 002 du CA)	Excédent	179 721,80 €
	Déficit	
Résultat de clôture à affecter (A1) (A2)	Excédent	<u>210 894,84 €</u>
	Déficit	

BESOIN REEL DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Résultat de la section d'investissement de l'exercice	Excédent	21 845,70 €
	Déficit	
Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 001 du CA)	Excédent	29 955,26 €
	Déficit	
Résultat comptable cumulé (A2)	Excédent	<u>51 800,96 €</u>
	Déficit	
Dépenses d'investissement engagées non mandatées		-95 560,00 €
Recettes d'investissement restant à réaliser		/
Solde des restes à réaliser		<u>-95 560,00 €</u>
(B) Besoin (-) réel de financement (D 001)		43 759,04 €
Excédent (+) réel de financement (R 002)		

AFFECTATION DU RESULTAT DE LA SECTION D'EXPLOITATION

Résultat excédentaire (A1)		
En couverture du besoin réel de financement (B) dégagé à la section d'investissement (recette budgétaire au compte R 1068)		43 759,04 €
En dotation complémentaire en réserve (recette budgétaire au compte R 1068)		

	Sous-Total (R 1068)	43 759,04 €
En excédent reporté à la section d'exploitation (recette non budgétaire au compte 110 ligne budgétaire R002 du budget N+1)		167 135,80 €
	TOTAL (A1)	167 135,80 €
Résultat déficitaire (A2) en report, en compte débiteur (dépense non budgétaire au compte 119 / déficit reporté à la section d'exploitation D002)		

TRANSCRIPTION BUDGETAIRE DE L'AFFECTATION DU RESULTAT

<u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u>		<u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u>		
Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
D 002 : Résultat de fonctionnement reporté	R 002 : Résultat de fonctionnement reporté	D 001 : Déficit d'exécution N-1	R 001 : Excédent d'exécution N-1	R 1068 : Excédent de fonctionnement capitalisé
	167 135,80 €		51 800,96 €	43 759,04 €

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

AFFECTE les résultats de l'exercice 2024 au budget primitif du budget annexe "Eau" 2025,

***Vote : POUR : 20 ; CONTRE : 3 (Messieurs BARRAUD, MORISSEAU et POUYALET) ;
ABSTENTION : 1 (Monsieur DE FOURNAS)***

Adopté à la majorité

BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT » : AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2024
--

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Florent FATIN, Maire.

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2024.

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation 2024 ;

Constatant que le Compte Administratif présente les résultats suivants :

RESULTAT DE LA SECTION D'EXPLOITATION A AFFECTER

Résultat de l'exercice	Excédent Déficit	243 321,37 €
Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 002 du CA)	Excédent Déficit	405 358,79 €
Résultat de clôture à affecter (A1) (A2)	Excédent Déficit	<u>649 280,16 €</u>

BESOIN REEL DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Résultat de la section d'investissement de l'exercice	Excédent Déficit	77 020,72 €
Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 001 du CA)	Excédent Déficit	128 792,02 €
Résultat comptable cumulé (A2)	Excédent Déficit	<u>205 812,74 €</u>
Dépenses d'investissement engagées non mandatées		59 814,00 €
Recettes d'investissement restant à réaliser		13 675,44 €
Solde des restes à réaliser		<u>-46 138,56 €</u>
(B) Besoin (-) réel de financement (D 001)		
Excédent (+) réel de financement (R 002)		

AFFECTATION DU RESULTAT DE LA SECTION D'EXPLOITATION

Résultat excédentaire (A1)		
En couverture du besoin réel de financement (B) dégagé à la section d'investissement (recette budgétaire au compte R 1068)		
En dotation complémentaire en réserve (recette budgétaire au compte R 1068)		
	Sous-Total (R 1068)	
En excédent reporté à la section d'exploitation (recette non budgétaire au compte 110 ligne budgétaire R 002 du budget N+1)		649 280,16 €
	<u>TOTAL (A1)</u>	<u>649 280,16 €</u>
Résultat déficitaire (A2) en report, en compte débiteur		

(dépense non budgétaire au compte 119 / déficit reporté à la section d'exploitation D 002)		
--	--	--

TRANSCRIPTION BUDGETAIRE DE L'AFFECTATION DU RESULTAT

<u>SECTION D'EXPLOITATION</u>		<u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u>	
Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
<u>D 002</u> : Résultat d'exploitation reporté	<u>R 002</u> : Résultat d'exploitation reporté	<u>D 001</u> : Déficit d'exécution N-1	<u>R 001</u> : Excédent d'exécution N-1
/	649 280,16 €	/	205 812,74 €

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

AFFECTE les résultats de l'exercice 2024 au budget primitif du budget annexe "Assainissement" 2025.

Vote : POUR : 20 ; CONTRE : 3 (Messieurs BARRAUD, MORISSEAU et POUYALET) ; ABSTENTION : 1 (Monsieur DE FOURNAS)
Adopté à la majorité

BUDGET ANNEXE « LOCAUX PROFESSIONNELS SOUMIS À TVA » : AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2024
--

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Florent FATIN, Maire.

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2024.

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation 2024 ;

Constatant que le Compte Administratif présente les résultats suivants :

RESULTAT DE LA SECTION D'EXPLOITATION A AFFECTER

Résultat de l'exercice	Excédent	11 316,90 €
	Déficit	
Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 002 du CA)	Excédent	248 710,87 €
	Déficit	
Résultat de clôture à affecter (A1) (A2)	Excédent	<u>260 027,77 €</u>
	Déficit	

BESOIN REEL DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Résultat de la section d'investissement de l'exercice	Excédent Déficit	2 899,61 €
Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 001 du CA)	Excédent Déficit	3 086,04 €
Résultat comptable cumulé (A2)	Excédent Déficit	<u>186,43 €</u>
Dépenses d'investissement engagées non mandatées		/
Recettes d'investissement restant à réaliser		/
Solde des restes à réaliser		/
(B) Besoin (-) réel de financement (D 001)		
Excédent (+) réel de financement (R 002)		

AFFECTATION DU RESULTAT DE LA SECTION D'EXPLOITATION

Résultat excédentaire (A1)		
En couverture du besoin réel de financement (B) dégagé à la section d'investissement (recette budgétaire au compte R 1068)		
En dotation complémentaire en réserve (recette budgétaire au compte R 1068)		
	Sous-Total (R 1068)	
En excédent reporté à la section d'exploitation (recette non budgétaire au compte 110 ligne budgétaire R 002 du budget N+1)		260 027,77 €
	<u>TOTAL (A1)</u>	<u>260 027,77 €</u>
Résultat déficitaire (A2) en report, en compte débiteur (dépense non budgétaire au compte 119 / déficit reporté à la section d'exploitation D 002)		

TRANSCRIPTION BUDGETAIRE DE L'AFFECTATION DU RESULTAT

<u>SECTION D'EXPLOITATION</u>		<u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u>	
Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes

<u>D 002</u> : Résultat d'exploitation reporté	<u>R 002</u> : Résultat d'exploitation reporté	<u>D 001</u> : Déficit d'exécution N-1	<u>R 001</u> : Excédent d'exécution N-1
/	260 027,77 €	/	186,43 €

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

AFFECTE les résultats de l'exercice 2024 au budget primitif du budget annexe "Locaux professionnels soumis à TVA" 2025.

**Vote : POUR : 20 ; CONTRE : 3 (Messieurs BARRAUD, MORISSEAU et POUYALET);
ABSTENTION : 1 (Monsieur DE FOURNAS)
Adopté à la majorité**

BUDGET PRINCIPAL : VOTE DES TAUX DE FISCALITE DIRECTE LOCALE POUR 2025

VU la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant sur l'aménagement de la fiscalité et les textes subséquents ;

VU la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, et notamment son article 16 ;

VU la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, et notamment ses articles 8 et 29 ;

VU le Code Général des Impôts et notamment son article 1639 A.

CONSIDÉRANT la volonté de la commune de ne pas augmenter sa fiscalité ;

CONSIDÉRANT la nécessité de faire connaître aux services fiscaux, avant le 15 avril de chaque année, les décisions de la commune relative aux taux des impositions directes locales perçues à son profit ;

CONSIDERANT l'avis de la commission des finances et du personnel réunie le 2 avril 2025.

Monsieur DE FOURNAS rappelle, comme tous les ans, que le taux que Monsieur le Maire propose est un taux qui a subi une augmentation au début du mandat. Ceci est classique dans une forme de gestion qu'il regrette, profiter du début du mandat pour passer des hausses de fiscalité et espérer que tout le monde va oublier pendant le mandat. Monsieur de FOURNAS dit que son rôle est de rappeler que ce qui a été fait en 2021 est une augmentation d'un point de la fiscalité qui n'avait pas été justifiée à l'époque ; que la dissolution de la taxe d'habitation permettait à l'époque de reprendre d'une main ce que le Président de la République avait donné de l'autre. Cette suppression de la taxe d'habitation n'a pas été financée, ce sont les impôts de nos enfants qui vont les payer c'est-à-dire la dette publique. C'est donc un vrai problème. Monsieur DE FOURNAS précise avoir retrouvé sur un tract de campagne de Monsieur le Maire dont la première mesure était : « La fiscalité maîtrisée : aucune augmentation d'impôts pendant 6 ans ». Il y a aussi le Multiplex polyvalent, la réhabilitation du COSEC, l'acquisition et réhabilitation de la RPA, la restructuration du marché couvert ; autant de mesures qui n'ont pas été tenues. La première phrase du tract était « Comme nous le craignons, nos opposants font campagne en utilisant uniquement la désinformation, le mensonge et la calomnie » Monsieur DE FOURNAS accuse alors Monsieur le Maire de mentir puisqu'il s'est engagé à ne pas augmenter la fiscalité et que dès son élection il augmente les taux sans explication. Pas d'explication dans la délibération ni dans les débats qui ont eu lieu à ce moment-là, il estime que c'était

un mensonge. Monsieur DE FOURNAS a fait un calcul de 400 000 € depuis, pris dans la poche des Pauillacais. Monsieur le Maire intervient en précisant qu'un point d'impôt ne correspond pas à 400 000 €. Monsieur DE FOURNAS reprend la parole et explique que la répartition du foncier non bâti et le non bâti auraient pu être faite et pense qu'il faut faire l'inventaire des promesses non tenues et que c'était le moment de le faire et précise qu'il ne soutiendra pas ce taux qui est le même que celui de l'augmentation de quelques années. Monsieur le Maire répond à Monsieur DE FOURNAS en précisant que monsieur DE FOURNAS a promis sa présence sur le terrain aux Pauillacais, cela fait presque un an qu'il n'est pas venu au Conseil municipal et que personne de son groupe n'est venu puisqu'il n'y a plus personne de son groupe car ils ont tous démissionné, et affirme qu'un point d'impôt d'augmentation quand il y a eu cette suppression de la taxe d'habitation était effectivement pour compenser car nous étions dans l'incertitude, voté en 2021 pour une application en 2022. Si un point d'impôt sur 3 années correspond à 400 000 €, Monsieur le Maire invite monsieur DE FOURNAS à retourné sur les bancs de l'école pour refaire les calculs car la commune, avec les taux votés aujourd'hui, ce ne sont pas des montants de budget qu'on connaît aujourd'hui. Monsieur de FOURNAS contredit les propos de Monsieur le Maire et précise apporter des éléments factuels, que l'augmentation d'un point voté en 2021, ce sont les taux de 2021. Monsieur DE FOURNAS souhaite terminer son propos et ajoute que cela faisait 73 000€ d'augmentation et rappelle qu'entre temps les bases ont augmenté. Il ajoute que concernant ses absences, il a envoyé un mail à Monsieur le Maire le 21 mars 2024 pour demander une réflexion sur la date des Conseils municipaux et ajoute qu'il y a aussi des membres de la majorité qui sont également absents de ces conseils municipaux. Ce mail est resté sans réponse. Il a renvoyé un mail à la Directrice Générale des Services le 29 avril 2024 pour demander une réponse, ce mail est resté sans réponse. Il a renvoyé un mail le 18 décembre 2024 et rappelle que sa situation professionnelle a évolué et précise qu'il n'est pas indemnisé contrairement aux élus de la majorité et qu'il participe à titre bénévole. Sa situation professionnelle ne lui permet pas d'être là en semaine ; c'est pourquoi il demande à nouveau d'avoir ce débat. Un autre mail a été envoyé le 17 janvier 2025, mail qui est resté sans réponse. Il précise que ce même jour, il appelle le secrétariat pour avoir la date du prochain Conseil qui lui a répondu que le Maire ne souhaitait pas communiquer sur la date du prochain Conseil municipal. Monsieur DE FOURNAS demande à Monsieur le Maire de comprendre la difficulté à s'organiser quand il fait volontairement en sorte qu'il ne puisse pas assister aux Conseils municipaux. Monsieur le Maire répond en précisant une règle qui est « l'importance est d'être constant », c'est pour cela que les réunions du Conseil sont toujours le mercredi, et la majorité des membres du Conseil est pour garder le mercredi soir. Monsieur DE FOURNAS répond que ce n'est pas la démocratie. Monsieur le Maire précise alors que la démocratie est la majorité. Monsieur DE FOURNAS demande alors qu'une réponse soit apportée aux mails et qu'il faudrait également consulter l'opposition ce qui s'appelle avoir l'esprit républicain, qu'il faut considérer l'opposition car elle est légitime dans ce Conseil municipal et donc écouter ses préoccupations.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

VOTE pour l'année 2025 ainsi qu'il suit les taux des contributions directes locales :

- Taxe foncière sur les propriétés bâties = 41,37 %
- Taxe foncière sur les propriétés non-bâties = 56,75 %
- Taxe d'habitation = 16,22 %

Impute les recettes à l'article 73111 « Impôts directs locaux » et à l'article 74834 "Etat - Compensation au titre des exonérations de taxes d'habitation" en section de fonctionnement.

Vote : POUR : 20 ; CONTRE : 4 (Messieurs BARRAUD, DE FOURNAS, MORISSEAU et POUYALET) ; ABSTENTION : 0

Adopté à la majorité

BUDGET ANNEXE « CAMPING MUNICIPAL » : FONGIBILITE DES CREDITS EN SECTION DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT 2025
--

VU, la délibération n° 2022/066 du 05 juillet 2022 mettant en place la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2023 ;

CONSIDERANT que la nomenclature M57 donne la possibilité pour l'exécutif, si l'Assemblée l'y a autorisé, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de la section.

CONSIDERANT que cette disposition permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle offre au Conseil municipal le pouvoir de déléguer au Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de la section concernée.

Cette disposition permettrait notamment d'amender, dès que le besoin apparaîtrait, la répartition des crédits afin de les ajuster au mieux, sans modifier le montant global des sections. Elle permettrait également de réaliser des opérations purement techniques sans attendre. Ainsi, en dehors du cadre des autorisations de programme ou des autorisations d'engagement, **aucune prévision ne doit apparaître dans le budget 2024 sur les chapitres des dépenses imprévues (chapitres 020 et 022).**

Dans ce cas, le Maire serait tenu d'informer l'assemblée délibérante des mouvements de crédits opérés lors de sa plus proche séance, dans les mêmes conditions que la revue des décisions prises dans le cadre de l'article L21 22-22 du CGCT.

CONSIDERANT l'avis de la commission des finances réunie le 02 avril 2025 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement) déterminées à l'occasion du budget ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document s'y rapportant.

Vote : POUR : 20 ; CONTRE : 3 (Messieurs BARRAUD, MORISSEAU et POUYALET) ; ABSTENTION : 1 (Monsieur DE FOURNAS)

Adopté à la majorité

La délibération concernant le Budget annexe Régie d'animation et promotion : Fongibilité des crédits en enlevée de l'ordre du jour. Monsieur le Maire explique qu'elle est votée par principe et pour rendre service à l'agent comptable.

BUDGET ANNEXE « CAMPING MUNICIPAL » : APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2025
--

Le budget primitif est l'acte administratif par lequel le Conseil municipal autorise le Maire à exécuter les dépenses et les recettes prévisionnelles de la commune pour une année donnée.

Pour les recettes, le budget a un caractère évaluatif (l'encaissement peut être inférieur ou supérieur).

Cependant, pour les dépenses, le budget a un caractère limitatif, c'est-à-dire que, sauf décision modificative de crédits apportée par le Conseil municipal, le Maire n'est autorisé à engager financièrement la collectivité que dans la limite des crédits ouverts et votés au chapitre budgétaire.

La section d'investissement recense les ressources définitives et les emprunts destinés à financer les immobilisations et les acquisitions de biens durables.

La section de fonctionnement retrace l'ensemble des recettes et des dépenses nécessaires au fonctionnement des services communaux.

Le budget primitif 2025 du budget annexe « Camping municipal » est présenté dans le document comptable joint à la présente délibération.

La présentation de ce budget fait suite au rapport d'orientations budgétaires qui s'est régulièrement tenu lors de la séance du Conseil municipal du 18 décembre 2024.

Son contenu est présenté dans la note jointe au dossier et détaillé en séance ;

Il s'équilibre ainsi :

SECTIONS	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	151 829,94	151 829,94
INVESTISSEMENT	83 775,96 €	83 775,96 €

VU l'avis favorable de la commission des finances et du personnel réunie le 02 avril 2025 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** les montants de dépenses et recettes inscrits au budget primitif 2025 du budget principal par chapitres soit en section de fonctionnement un montant de 151 829,94 € et en section d'investissement un montant de 83 775,96 €.
- **ADOPTE** le budget primitif 2025 du budget annexe « Camping municipal » retracé dans le document comptable présenté en séance et annexé à la présente délibération.

Vote : POUR : 20 ; CONTRE : 3 (Messieurs BARRAUD, MORISSEAU et POUYALET) ; ABSTENTION : 1 (Monsieur DE FOURNAS)

Adopté à la majorité

BUDGET ANNEXE « REGIE D'ANIMATION ET PROMOTION » : APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2025

Le budget primitif est l'acte administratif par lequel le Conseil municipal autorise le Maire à exécuter les dépenses et les recettes prévisionnelles de la commune pour une année donnée.

Pour les recettes, le budget a un caractère évaluatif (l'encaissement peut être inférieur ou supérieur).

Cependant, pour les dépenses, le budget a un caractère limitatif, c'est-à-dire que, sauf décision modificative de crédits apportée par le Conseil municipal, le Maire n'est autorisé à engager financièrement la collectivité que dans la limite des crédits ouverts et votés au chapitre budgétaire.

La section d'investissement recense les ressources définitives et les emprunts destinés à financer les immobilisations et les acquisitions de biens durables.

La section de fonctionnement retrace l'ensemble des recettes et des dépenses nécessaires au fonctionnement des services communaux.

Le budget primitif 2025 du budget annexe « Régie d'animation et promotion » est présenté dans le document comptable joint à la présente délibération.

La présentation de ce budget fait suite au rapport d'orientations budgétaires qui s'est régulièrement tenu lors de la séance du Conseil municipal du 18 décembre 2024.

Son contenu est présenté dans la note jointe au dossier et détaillé en séance ;

Il s'équilibre ainsi :

SECTIONS	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	516 411,90 €	516 411,90 €
INVESTISSEMENT	Sans objet	Sans objet

Monsieur DE FOURNAS précise répéter tous les ans la même chose sur la Régie d'animation ; le festival du cinéma est maintenant noyé dans le cinéma qui lui-même est noyé dans la médiathèque et le centre culturel ce qui n'est pas vraiment simple. Il souhaite rappeler qu'il y a d'autres gestions de cinéma qui coutent moins cher. La subvention de la Mairie qui était dans le CA 2024 de 307 000€, pas uniquement pour le cinéma, d'autres sont concernées, qui va passer en 2025 à 350 000€ ; hausse qui commence à faire beaucoup. C'est un poste considérable de dépenses avec un mode de fonctionnement jamais remis en question. Je ne voterai donc pas ce budget primitif car tout cela coûte aux Pauillacais 350 000€ par an.

VU l'avis favorable de la commission des finances et du personnel réunie le 02 avril 2025 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- **APPROUVE** les montants de dépenses et recettes inscrits au budget primitif 2025 du budget principal par chapitres soit en section de fonctionnement un montant de 516 411,90 € et en section d'investissement un montant de **sans objet** €.
- **ADOpte** le budget primitif 2025 du budget annexe « Régie d'animation et promotion » retracé dans le document comptable présenté en séance et annexé à la présente délibération.

Vote : POUR : 20 ; CONTRE : 4 (Messieurs BARRAUD, DE FOURNAS, MORISSEAU et POUYALET) ; ABSTENTION : 0

Adopté à la majorité

BUDGET ANNEXE « EAU » : APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2025

Le budget primitif est l'acte administratif par lequel le Conseil municipal autorise le Maire à exécuter les dépenses et les recettes prévisionnelles de la commune pour une année donnée.

Pour les recettes, le budget a un caractère évaluatif (l'encaissement peut être inférieur ou supérieur).

Cependant, pour les dépenses, le budget a un caractère limitatif, c'est-à-dire que, sauf décision modificative de crédits apportée par le Conseil municipal, le Maire n'est autorisé à engager financièrement la collectivité que dans la limite des crédits ouverts et votés au chapitre budgétaire.

La section d'investissement recense les ressources définitives et les emprunts destinés à financer les immobilisations et les acquisitions de biens durables.

La section d'exploitation retrace l'ensemble des recettes et des dépenses nécessaires au fonctionnement des services communaux.

Le budget primitif 2025 du budget annexe « Eau » est présenté dans le document comptable joint à la présente délibération.

La présentation de ce budget fait suite au rapport d'orientations budgétaires qui s'est régulièrement tenu lors de la séance du Conseil municipal du 18 décembre 2024.

Son contenu est présenté dans la note jointe au dossier et détaillé en séance ;

Il s'équilibre ainsi :

SECTIONS	DÉPENSES	RECETTES
EXPLOITATION	304 115,80 €	304 115,80 €
INVESTISSEMENT	299 781,80 €	299 781,80 €

VU l'avis favorable de la commission des finances et du personnel réunie le 02 avril 2025 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** les montants de dépenses et recettes inscrits au budget primitif 2025 du budget principal par chapitres soit en section d'exploitation un montant de 304 115,80 € et en section d'investissement un montant de 299 781,80 €.
- **ADOPTE** le budget primitif 2025 du budget annexe « Eau » retracé dans le document comptable présenté en séance et annexé à la présente délibération.

Vote : POUR : 20 ; CONTRE : 4 (Messieurs BARRAUD, DE FOURNAS, MORISSEAU et POUYALET) ; ABSTENTION : 0

Adopté à la majorité

BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT » : APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2025

Le budget primitif est l'acte administratif par lequel le Conseil municipal autorise le Maire à exécuter les dépenses et les recettes prévisionnelles de la commune pour une année donnée.

Pour les recettes, le budget a un caractère évaluatif (l'encaissement peut être inférieur ou supérieur).

Cependant, pour les dépenses, le budget a un caractère limitatif, c'est-à-dire que, sauf décision modificative de crédits apportée par le Conseil municipal, le Maire n'est autorisé à engager financièrement la collectivité que dans la limite des crédits ouverts et votés au chapitre budgétaire.

La section d'investissement recense les ressources définitives et les emprunts destinés à financer les immobilisations et les acquisitions de biens durables.

La section d'exploitation retrace l'ensemble des recettes et des dépenses nécessaires au fonctionnement des services communaux.

Le budget primitif 2025 du budget annexe « Assainissement » est présenté dans le document comptable joint à la présente délibération.

La présentation de ce budget fait suite au rapport d'orientations budgétaires qui s'est régulièrement tenu lors de la séance du Conseil municipal du 18 décembre 2024.

Son contenu est présenté dans la note jointe au dossier et détaillé en séance ;

Il s'équilibre ainsi :

SECTIONS	DÉPENSES	RECETTES
EXPLOITATION	1 130 370,16 €	1 130 370,16 €
INVESTISSEMENT	1 286 356,34 €	1 286 356,34 €

VU l'avis favorable de la commission des finances et du personnel réunie le 02 avril 2025 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** les montants de dépenses et recettes inscrits au budget primitif 2025 du budget principal par chapitres soit en section d'exploitation un montant de 1 130 370,16 € et en section d'investissement un montant de 1 286 356,34 €.
- **ADOPTE** le budget primitif 2025 du budget annexe « Assainissement » retracé dans le document comptable présenté en séance et annexé à la présente délibération.

Vote : POUR : 20 ; CONTRE : 3 (Messieurs BARRAUD, MORISSEAU et POUYALET) ; ABSTENTION : 1 (Monsieur DE FOURNAS)

Adopté à la majorité

BUDGET ANNEXE « LOCAUX PROFESSIONNELS SOUMIS À TVA » : APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2025

Le budget primitif est l'acte administratif par lequel le Conseil municipal autorise le Maire à exécuter les dépenses et les recettes prévisionnelles de la commune pour une année donnée.

Pour les recettes, le budget a un caractère évaluatif (l'encaissement peut être inférieur ou supérieur).

Cependant, pour les dépenses, le budget a un caractère limitatif, c'est-à-dire que, sauf décision modificative de crédits apportée par le Conseil municipal, le Maire n'est autorisé à engager financièrement la collectivité que dans la limite des crédits ouverts et votés au chapitre budgétaire.

La section d'investissement recense les ressources définitives et les emprunts destinés à financer les immobilisations et les acquisitions de biens durables.

La section d'exploitation retrace l'ensemble des recettes et des dépenses nécessaires au fonctionnement des services communaux.

Le budget primitif 2025 du budget annexe « Locaux professionnels soumis à TVA » est présenté dans le document comptable joint à la présente délibération.

La présentation de ce budget fait suite au rapport d'orientations budgétaires qui s'est régulièrement tenu lors de la séance du Conseil municipal du 18 décembre 2024.

Son contenu est présenté dans la note jointe au dossier et détaillé en séance ;

Il s'équilibre ainsi :

SECTIONS	DÉPENSES	RECETTES
EXPLOITATION	361 107,77 €	361 107,77
INVESTISSEMENT	269 038,70 €	269 038,70 €

VU l'avis favorable de la commission des finances et du personnel réunie le 02 avril 2025 ;

Le Conseil municipal., après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** les montants de dépenses et recettes inscrits au budget primitif 2025 du budget principal par chapitres soit en section d'exploitation un montant de 361 107,77 € et en section d'investissement un montant de 269 038,70 €.
- **ADOpte** le budget primitif 2025 du budget annexe « Locaux professionnels soumis à TVA » retracé dans le document comptable présenté en séance et annexé à la présente délibération.

Vote : POUR : 20 ; CONTRE : 3 (Messieurs BARRAUD, MORISSEAU et POUYALET) ;
ABSTENTION : 1 (Monsieur DE FOURNAS)

Adopté à la majorité

AUTORISATION DONNEE A MONSIEUR LE MAIRE DE PROCEDER A LA VENTE DE MATERIEL SUR AGORASTORE
--

VU l'article L2122-21 du CGCT ;

VU la délibération n°2021/050 du 13/07/2020 portant délégation de compétences du Conseil Municipal au Maire ;

VU la convention en date du 28/03/2018 conclu avec le prestataire SAS AGORASTORE et visant à la mise en vente de biens sur le site AGORASTORE ;

Soucieuse de favoriser le réemploi de matériel dont elle n'a plus l'utilité, la commune de Pauillac met en vente de gré à gré ses biens inutilisés sur le site d'enchères en ligne.

L'article L 2122-22 du CGCT prévoit que le Maire peut, par délégation du Conseil Municipal, décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600,00 €.

Au-delà de ce seuil, il incombe au Conseil Municipal d'autoriser la vente des biens concernés.

Il est proposé la vente aux enchères des matériels figurant ci-dessous et dont la valeur finale sera probablement supérieure à 4 600,00 € :

- Matériel : Nacelle
- Immatriculation : BP-114-ZG
- Mise à prix : 1 500,00 €

En cas d'enchères non valides, la vente pourra être relancée avec une mise à prix inférieure à 30% de la mise à prix initiale puis 50%.

Considérant l'avis favorable de la commission des finances et du personnel du 02 avril 2025 ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **DÉCIDE** la vente du bien ci-dessus référencé, dont la valeur finale de vente excèdera 4 600,00 €, est autorisé au prix résultant de la mise aux enchères.
- **AUTORISE** le Maire à vendre ce bien au prix adjugé de 19 000,00 €.
- **AUTORISE** le Maire est autorisé à prendre toute décision nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0

Adopté à l'unanimité

ACCEPTATION DU LEGS DE MADAME BESCOS THERESE, VEUVE PLANCHENAU

VU le rapport par lequel M. le Maire expose ce qui suit :

Par courrier du 18 janvier 2024, le notaire Maître Nicolas MAUBRU sis 13 Quai Jean Fleuret – 33250 PAUILLAC a informé la commune de Pauillac du décès de Mme Thérèse BESCOS, épouse PLANCHENEAU, née à Biganos (33) le 7 juin 1926 et décédée à son domicile 21 rue de la fontaine à Pauillac le 25 janvier 2022 et du fait que Mme BESCOS Thérèse a souhaité instituer, par testament olographe du 18 août 2015 déposé à l'office notarial de Maître MAUBRU de Pauillac (33), la Ville de Pauillac comme légataire. "Je lègue l'ensemble de mon patrimoine sans aucune exception ni réserve à la commune de Pauillac à charge pour elle d'utiliser les fonds dont elle héritera pour rénover les immeubles dont elle est propriétaire".

VU l'article L 2242-1 du code général des collectivités territoriales ;

VU le courrier du notaire Maître Nicolas MAUBRU du 18 janvier 2024 ;

CONSIDERANT que le legs dont il s'agit n'est grevé d'aucune charge excessive pour la commune de Pauillac ;

CONSIDERANT l'avis de la commission du 2 avril 2025 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré ;

- **ACCEPTE** le legs fait à la commune de Pauillac par Mme BESCOS Thérèse par testament olographe du 18 août 2015 est accepté aux charges, clauses et conditions énoncées dans ce testament et ce, à concurrence de 3479,00€ moins les frais d'acte de 900,00€ et l'avance de 345,76€.
- **AUTORISE** M. le Maire de Pauillac ou son représentant est autorisé à entreprendre les démarches nécessaires auprès de l'office notarial de Maître MAUBRU en charge du règlement de la succession de Mme BESCOS Thérèse et à signer tous les actes afférents à l'acceptation de ce legs.

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0
Adopté à l'unanimité

AUTORISATION À DONNER À MONSIEUR LE MAIRE DE SIGNER LES CONVENTIONS AVEC LES COMMUNES BÉNÉFICIAIRES DU DISPOSITIF RASED

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU l'article L218-8 du Code de l'éducation ;

CONSIDÉRANT que l'objectif du RASED (Réseaux d'Aides Spécialisées aux Enfants en Difficulté) est de dispenser des aides spécialisées aux élèves des écoles maternelles et élémentaires en grande difficulté

CONSIDÉRANT que les communes ci-après désignées Saint Julien Beychevelle, Cussac Fort Médoc, Lamarque, Saint Seurin de Cadourne, Saint Sauveur, Saint Estèphe, Vertheuil, sont rattachées au RASED intervenant sur le secteur de Pauillac et bénéficient par conséquent de l'intervention d'une psychologue scolaire et de deux maîtres E ;

CONSIDÉRANT que la commune de Pauillac pilote le dispositif sur l'ensemble du secteur, et qu'il convient de déterminer par convention avec les communes bénéficiaires leurs engagements réciproques ;

CONSIDÉRANT que les conventions telles qu'elles sont annexées à la présente délibération portent sur l'année scolaire 2024/2025 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer avec les communes de Saint Julien Beychevelle, Cussac Fort Médoc, Lamarque, Saint Seurin de Cadourne, Saint Sauveur, Saint Estèphe, Vertheuil, pour l'année scolaire 2024/2025, les conventions relatives au réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté, telles que annexées à la présente délibération ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches et signer toutes les pièces nécessaires à cet effet.

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0
Adopté à l'unanimité

BUDGET PRINCIPAL : DEMANDE DE SUBVENTION FEDER POUR LE PROJET DE LA VOIE VERTE

VU les directives européennes fixant les modalités de subvention pour les projets répondant aux critères définis selon l'axe concerné ;

CONSIDÉRANT que la commune a le projet de créer une voie verte allant des quais jusqu'à la zone d'apportement des grands paquebots maritimes à Trompeloup ;

VU le programme FEDER FSE+ 2021-2027 Axe 5-5.2 Nouvelle Aquitaine ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable du GAL Médoc ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances et du personnel réunie le 2 avril 2025 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **CONFIRME** son accord sur le projet proposé ;
- **APPROUVE** le plan de financement détaillé ci-après relatif à cette opération

DÉPENSES	
Maîtrise d'œuvre	18 910,00 € HT
Travaux	338 860,00 € HT
TOTAL DÉPENSES	357 770,00 € HT
RECETTES	
Fonds européens	100 000,00 € HT
DETR	52 255,80 € HT
Département	70 000,00 € HT
Participation commune (20%)	153 514,20 € HT
TOTAL RECETTES	357 770,00 € HT

- **VALIDE** la proposition de demander, pour la réalisation de ce projet, la subvention au titre du programme FEDER FSE+ 2021-2027 (FEDER-FSE+-2127 Axe 5-5.2) d'un montant de 100 000,00 € HT ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à poursuivre la recherche de financement auprès d'autres co-financiers ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à accomplir toutes les démarches et à signer tous les actes qui seraient nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0

Adopté à l'unanimité

MISE EN ŒUVRE DES ASTREINTES ADMINISTRATIVES EN CAS D'INFRACTION AUX REGLES D'URBANISME ET FIXATION DE BAREME
--

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2121-29 ;

VU la Loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publiques ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.481-1 à L.481-3 ;

CONSIDERANT le nombre important de travaux effectués sur le territoire communal sans autorisation ou ne respectant pas les prescriptions imposées par l'autorisation ou non conformes à cette dernière ;

CONSIDERANT l'intérêt d'inciter les pétitionnaires à respecter les dispositions prévues par le Code de l'Urbanisme et par le règlement du Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur ;

CONSIDERANT que les dispositions prévues par la Loi n°2019-1461 permettront de mettre en œuvre rapidement des mesures ;

Type d'autorisation des sols	Nature de l'infraction - compatible avec le NATures d'INFractions utilisées par l'ensembles des services judiciaires pour enregistrer une procédure (NATINF)		Montant proposé	Délai imparti de mise en demeure avant astreinte	
			Personne physique ou morale		
Pas de formalité	Exécution de travaux ou utilisation du sol en infraction aux règles imposées par le PLU		12,50€/jour	15 jours	
Permis de démolir	Travaux exécutés en l'absence de permis de démolir		12,50€/jour	15 jours	
	Travaux ne respectant pas les prescriptions imposées par un Permis de démolir ou non conformes à l'autorisation accordée		15,00€/jour	15 jours	
Déclaration Préalable	Travaux sans création de surface de plancher exécutés en l'absence de déclaration préalable	Si conformité avec le PLU	12,50€/jour	15 jours	
		Si non-conformité avec le PLU	25,00€/jour	1 mois	
	Travaux avec création de surface de plancher exécutés en l'absence de déclaration préalable	Si conformité avec le PLU	25,00€/jour	15 jours	
		Si non-conformité avec le PLU	50,00€/jour	1 mois	
	Travaux ne respectant pas les prescriptions imposées par une non-opposition à déclaration préalable ou non conformes à l'autorisation accordée		50,00€/jour	1 mois	
	Travaux exécutés en l'absence de déclaration préalable en vue d'aménager un ERP ou ne respectant pas les prescriptions imposées par l'autorisation ou non conformes à la déclaration	Si conformité avec le PLU	75,00€/jour	1 mois	
		Si non-conformité avec le PLU	100,00€/jour	2 mois	
	Permis de construire et	Travaux exécutés en l'absence de permis de construire ou d'aménager		Si conformité avec le PLU	75,00€/jour

Permis d'aménager		Si non-conformité avec le PLU	150,00€/jour	2 mois
	Travaux ne respectant pas les prescriptions imposées par une non-opposition à permis de construire ou permis d'aménager ou non conformes à l'autorisation accordée		150,00€/jour	2 mois
	Travaux exécutés en l'absence de Permis de construire en vue d'aménager un ERP ou ne respectant pas les prescriptions imposées par l'autorisation ou non-conformes au Permis de Construire	Si conformité avec le PLU	200,00€/jour	2 mois
		Si non-conformité avec le PLU	250,00€/jour	2 mois
Non-respect des règles d'urbanisme en vigueur y compris pour des travaux non soumis à l'autorisation			25,00€/jour	15 jours
Construction ou installation non autorisées sur le domaine public			100,00€/jour	15 jours
Infraction aux dispositions du Plan Local d'Urbanisme (PLU) y compris méconnaissance des prescriptions imposées par un permis de construire, un permis d'aménager, un permis de démolir ou une déclaration préalable			30,00€/jour	15 jours
Division irrégulière d'une propriété foncière soumise à déclaration préalable			65,00€/jour	15 jours
Coupe/abattage d'arbre irrégulier soumis à déclaration préalable - espace boisé classé ou bois, parc			30,00€/jour	15 jours
Installation d'une caravane dans un espace boisé classé			65,00€/jour	15 jours
Installation d'une résidence mobile de loisirs en dehors des emplacements autorisés			65,00€/jour	15 jours
Obstacle au droit de visite des constructions par les autorités compétentes			65,00€/jour	15 jours

Monsieur DE FOURNAS précise avoir beaucoup hésité pour cette délibération et espère qu'il y aura une phase de conciliation avant la sanction pour être dans un esprit de pédagogie et pas de sanction. Il précise voter pour. Monsieur le Maire prend l'exemple d'une cour derrière un domicile ; le voisin veut créer une fenêtre qui donne sur cette cour ce qui crée un problème d'intimité ; face à un cas comme celui-là, il n'y aura pas de clémence de sa part, sachant qu'il y a déjà eu des cas comme celui-là. Il précise que la commune n'est pas là pour faire la chasse à tout mais pour avoir des outils pour ceux qui abusent et agir contre des infractions contraires au code de l'urbanisme. Il a pour exemple un habitant de St Lambert qui lui disait que son voisin a construit une extension qui donne sur sa piscine, la construction est illégale ; le seul pouvoir de police du Maire est de prévenir le Procureur de la République. Le monsieur de St Lambert va recevoir un courrier, il a deux mois pour se mettre aux normes et sinon ce sera 250€ par jour de pénalités.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

- **DECIDE** d'instaurer le principe de la mise en place des astreintes administratives susvisées

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à prononcer les astreintes administratives dans les conditions susmentionnées.

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0

Adopté à l'unanimité

<p align="center">AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE SERVITUDE DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION AS 0341 LIEU-DIT JEAN FLEURET AU BENEFICE D'ENEDIS</p>
--

Dans le cadre de la création des branchements électriques pour la construction du crématorium 6 route de l'Industrie / route de Pedesclaux à Pauillac, la société ENEDIS souhaite réaliser les actions suivantes :

- Établir à demeure dans une bande de 3 mètres de large, 1 canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ 2 mètres ainsi que ses accessoires.
- Établir si besoin des bornes de repérage.
- Sans coffret
- Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur.
- Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc.).

Après avis favorable des services techniques, il convient d'établir une convention de servitudes entre la commune de Pauillac et la société ENEDIS au profit de cette dernière.

VU l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales qui fonde la compétence générale du Conseil Municipal pour régler les affaires présentant un intérêt public communal ;

VU l'article L.2122-4 du Code général de la propriété des personnes publiques qui permet aux propriétaires d'établir des servitudes par conventions sur les biens du domaine public ;

VU l'article 637 du Code civil qui permet d'établir une servitude sur un immeuble bâti ou non bâti faisant l'objet d'une propriété privée ;

VU l'avis favorable de la commission qui s'est réunie le 2 avril 2025 ;

VU le projet de convention de servitudes joint en annexe ;

CONSIDERANT la nécessité d'enfouissement des réseaux afin de bénéficier d'une alimentation électrique ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** la convention de servitudes entre la commune de Pauillac et la société ENEDIS, relative à la parcelle cadastrée section AS 0341, lieu-dit Jean Fleuret.

- **AUTORISE** Monsieur le maire à signer la convention de servitudes avec la société ENEDIS.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes les décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0

Adopté à l'unanimité

AUTORISATION DONNEE A MONSIEUR LE MAIRE DE SIGNER LA CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICES RELATIVE À L'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF
--

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil municipal le projet de convention de prestation de services relative à l'assainissement non-collectif.

La collectivité confie au prestataire, qui l'accepte, la prise en charge d'opérations de contrôles d'assainissement non collectif sur son territoire.

La présente convention a pour objet de définir les modalités techniques et financières d'intervention du prestataire dans le cadre des missions de contrôle d'assainissement non collectif suivantes :

- Contrôles de conception et d'implantation et de bonne exécution des installations neuves ou réhabilitées,
- Contrôles périodiques des installations existantes,
- Contrôles des installations existantes en cas de vente immobilière,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-29, L2224-7 et suivants.

VU l'avis favorable de la commission qui s'est réunie le 2 avril 2025 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** la convention de prestation de services relative à l'assainissement non-collectif
- **AUTORISE** Monsieur le maire à signer la convention de prestation de services relative à l'assainissement non-collectif
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes les décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0

Adopté à l'unanimité

ADOPTION DU RAPPORT 2023 SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE

Monsieur Florent FATIN, le Maire ouvre la séance et rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'eau potable.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante suite à la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après présentation de ce rapport, le conseil municipal :

- **ADOPTE** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable
- **DÉCIDE** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération
- **DÉCIDE** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr
- **DÉCIDE** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0

Adopté à l'unanimité

ADOPTION DU RAPPORT 2023 SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT
--

M. le Maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'assainissement collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante suite à la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Suite à la présentation de ce rapport, le Conseil municipal, après avoir délibéré :

- **ADOPTE** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif ;
- **APPROUVE** la transmission aux services préfectoraux de la présente délibération ;

- **DÉCIDE** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr et de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA.

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0

Adopté à l'unanimité

AUTORISATION DONNEE A MONSIEUR LE MAIRE DE SIGNER L'AVENANT A LA CONVENTION DES MODALITES D'EXERCICE DES SERVICES DU SDEEG POUR L'INSTRUCTION DES ADS

Le SDEEG met à disposition des communes un logiciel ainsi qu'un guichet numérique des autorisations d'urbanisme pour l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Dans le cadre de l'instruction des demandes d'urbanisme, le Maire s'engage à intégrer dans le logiciel les différents documents déposés par les pétitionnaires.

Le SDEEG a conclu un marché public avec un éditeur de logiciel pour l'acquisition, la maintenance et la mise à jour de celui-ci.

Le SDEEG assure la mise à disposition effective du logiciel pour la commune et gère les habilitations et les différents accès.

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29 ;

CONSIDERANT la délibération n°2023-082 du 4 octobre 2023 autorisant le Maire à signer la convention de mutualisation du service instruction/urbanisme

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** l'avenant à la convention entre le SDEEG et la commune de Pauillac, portant sur les modalités d'exercices des services du SDEEG pour l'instruction des ADS
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention.

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0

Adopté à l'unanimité

AUTORISATION DONNEE A MONSIEUR LE MAIRE DE SIGNER L'AVENANT N°1 AU CONTRAT DE CONCESSION DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU POTABLE ET DE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

A ce jour la gestion des services d'eau potable et d'assainissement collectif de la commune de PAUILLAC est confiée à SUEZ Eau France par contrat d'affermage avec date d'effet au 1er juin 2022 pour une durée de 12 ans avec une échéance au 31 mai 2034.

Au 1er janvier 2024, le Concessionnaire a pris en charge un nouvel équipement associé à la station d'épuration : la désodorisation de l'ouvrage.

VU les articles L. 1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales et l'article L. 1413-1 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération N°2022/063 du 18 mai 2022 concernant la passation du contrat de DSP de l'alimentation de l'eau potable et de l'assainissement collectif ;

CONSIDERANT le choix de Monsieur le Maire d'adopter ces modifications entraînant une moins-value sur le tarif à l'utilisateur.

CONSIDERANT l'avis de la commission réunie le 2 avril 2025

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** l'avenant n°1 au contrat de concessions des services publics de l'eau potable et de l'assainissement ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 au contrat de concession des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer toutes les décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0

Adopté à l'unanimité

AUTORISATION DONNEE A MONSIEUR LE MAIRE DE SIGNER LA CONVENTION RELATIVE À L'ACQUISITION ET A LA DIFFUSION DE LA CONNAISSANCE PAR LE DEPARTEMENT DANS LE DOMAINE DE L'ASSAINISSEMENT

Considérant la nécessité de disposer d'une vision globale à l'échelle du département de la gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques et d'une connaissance du fonctionnement des systèmes d'assainissement collectif, il est instauré un partenariat entre le Département et le maître d'ouvrage dans le but :

- de disposer d'une vue d'ensemble à l'échelle du département,
- de disposer de données publiques fiables nécessaires à l'établissement des programmations d'investissement des deux partenaires.

La présente convention fixe les modalités d'intervention du Département en ce qui concerne la mission de collecte et de production de données dans le domaine de l'assainissement en application de l'article L 3232-1-1 du code général des collectivités.

VU l'Article L.3232-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les Articles R.3232-1 à -4 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'arrêté du 10 juillet 2024, modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015, relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5

VU l'avis favorable de la commission qui s'est réunie le 2 avril 2025 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** la convention relative à l'acquisition et à la diffusion de la connaissance par le Département dans le domaine de l'Assainissement
- **AUTORISE** Monsieur le maire à signer la convention relative à l'acquisition et à la diffusion de la connaissance par le Département dans le domaine de l'Assainissement

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes les décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0

Adopté à l'unanimité

DESIGNATION D'UN REFERENT DEONTOLOGUE POUR LES ELUS LOCAUX

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 1111-1-1, ainsi que les articles R. 1111-1- A et suivants dans leur rédaction à venir au 1er juin 2023,

VU la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (article 218),

VU le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local et notamment son article 1er dont les dispositions entrent en vigueur le 1er juin 2023,

VU l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

CONSIDERANT que tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local,

CONSIDERANT que les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences ; que les missions de référent déontologue peuvent notamment être assurées par des personnes n'exerçant au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées aucun mandat d'élu local, n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci ;

CONSIDERANT l'accord de la personne désignée ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

- **DECIDE**

Article 1 : Désignation du référent déontologue

M. Jean-Guy DINET est nommé en qualité de référent déontologue des élus jusqu'à l'expiration du mandat 2020-2026. Au terme de cette durée, il peut être procédé, dans les mêmes conditions, au renouvellement de ses missions.

À la demande du référent déontologue, il peut être mis fin à ses fonctions.

Article 2 : Modalités de saisine du référent

Le référent déontologue peut être saisi par tout élu local de la collectivité.

Le référent déontologue pourra être saisi directement par les élus, par voie écrite, de préférence par mail précisant dans son objet « Saisine du référent déontologue – Nom de la collectivité - Confidentiel ».

Toute demande fera l'objet d'un accusé de réception par le référent déontologue qui mentionnera la date de réception et rappellera le cadre réglementaire de la réponse.

Le référent étudiera les éléments transmis par l'élu, pourra demander des informations complémentaires (par écrit ou à l'oral) et pourra recevoir l'élu afin de préparer son conseil.

Article 3 : Modalités de délivrance du conseil

Le référent déontologue doit exercer sa mission en toute indépendance et impartialité. À cet égard, il ne peut recevoir d'injonctions extérieures.

Le référent communiquera l'avis à l'élu concerné dans un délai raisonnable et proportionné à la complexité de la demande, par écrit ou à l'oral, en fonction du souhait de l'élu concerné.

Les avis et conseils donnés par le référent déontologue demeurent consultatifs.

Article 4 : Rémunération du référent déontologue

Le référent déontologue sera rémunéré par une indemnité de vacation dont le montant est fixé à 80€ par dossier traité, tel que pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local.

Cette indemnité sera versée par la commune selon des modalités à déterminer ultérieurement.

Des frais éventuels de transport et d'hébergement peuvent être pris en charge en cas de besoin dans les conditions applicables aux personnels de la fonction publique territoriale.

Monsieur POUYALET demande qui est ce monsieur qui est désigné. Monsieur le Maire lui répond ne pas le connaître ; il est désigné par l'AMG 33. Il est demandé aux Mairies d'en désigner un. La Mairie ne paye que lorsqu'un élu lui pose une question ; quand il fait un travail il est rémunéré. Monsieur POUYALET demande le coût. Monsieur le Maire répond que son intervention coûte 80€ à chaque fois qu'un élu posera une question.

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0

Adopté à l'unanimité

APPROBATION DE LA CONVENTION DE COORDINATION ENTRE LA POLICE MUNICIPALE ET LA GENDARMERIE NATIONALE
--

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article L512-4 du Code de la Sécurité Intérieure ;

VU le projet de convention de coordination entre la Police Municipale et la Gendarmerie Nationale relatif au renouvellement de la convention de coordination annexé à la présente délibération ;

CONSIDERANT que la convention actuelle de coordination entre la police municipale et la Gendarmerie Nationale arrive à échéance ;

CONSIDERANT que dès lors qu'un service de police municipale comporte au moins 3 agents de police municipale, une convention de coordination doit être signée entre le Préfet, le Procureur de la République et le Maire ;

CONSIDERANT que cette convention a pour objet de coordonner les actions de la Police Municipale et de la Gendarmerie Nationale, tout en renforçant la synergie d'intervention sur le territoire communal ;

CONSIDERANT que la convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable de manière expresse ;

Monsieur DE FOURNAS fait remarquer que ce n'est pas la première fois que cette convention est signée. Monsieur RENAUD de répondre qu'elle se vote tous les trois ans. Monsieur DE FOURNAS estime qu'il est bien de voter un texte toutefois il formule un doute sur la réelle coopération et estime que la sécurité reste une préoccupation du Maire et a souvent déposé des plaintes auprès de la gendarmerie et estime qu'il est important que le Maire soit en contact avec les gendarmes. Il est important d'appliquer sur le terrain cette coopération qui existe dans une convention pour essayer d'optimiser la présence de la Police municipale et des gendarmes, répartir des créneaux en fonction des compétences de chacun, d'optimiser leur présence notamment le soir puisque c'est surtout le soir qu'il y a un besoin de présence dans la ville. Il habite dans une partie de la ville qui n'est pas la plus calme. C'est une demande des Pauillacais que de voir les policiers municipaux le soir, qui patrouillent ; ce qui n'est pas le cas au vu des horaires de la Police municipale. Les caméras de vidéosurveillance ne sont pas toutes opérationnelles alors qu'une délibération a été votée pour moderniser le réseau. Il se dit sidéré par le fait que des caméras situées sur des points stratégiques ne soient pas opérationnelles. C'est un outil efficace pour la Gendarmerie. Il demande si la Police municipale fait toujours la délivrance des permis de louer sachant que dans d'autres communes ce n'est pas la Police municipale qui est chargée de ce dossier mais un agent du secrétariat de la Mairie qui s'en occupe. Il pense qu'il faut recentrer la Police municipale sur des missions essentielles pour qu'ils soient sur le terrain et ramener de la tranquillité, de rassurer la population à certaines heures du jour et plus particulièrement du soir. Monsieur RENAUD remercie Monsieur DE FOURNAS pour ces informations et le rassure sur les relations entretenues par Monsieur le Maire et lui-même avec la Gendarmerie. Il précise travailler en étroite collaboration. Concernant la vidéosurveillance, la commune termine l'extension de dix nouvelles caméras sur la commune. Il a pu y avoir par le passé, lors de réquisitions par la Gendarmerie, des caméras qui ne donnaient pas satisfaction. Toutefois, le prestataire intervient régulièrement pour des interventions de maintenance. Monsieur DE FOURNAS demande ce qu'il en est pour le soir. Monsieur le Maire répond que c'est utopique. Maintenir une Police la nuit c'est utopique. En 2014, Monsieur le Maire souhaitait également une Police municipale 7 jours sur 7, 24h sur 24 mais dans la réalité la commune se heurte au coût. Il invite les gens à se renseigner sur les difficultés à recruter notamment en Police municipale. Bordeaux s'équipe de plus d'agents de police municipale mais les concours annuellement ne sont pas extensibles et de grosses Mairies recrutent avec de plus gros moyens Un agent va quitter la commune au 1^{er} septembre pour partir en région parisienne dans une Mairie de la grande couronne ; cet agent disait que son régime indemnitaire c'est-à-dire les primes sont de 500 € supplémentaires par mois à grade équivalent. C'est de plus en plus compliqué de trouver des agents qui veulent travailler la nuit sans parler du coût dans le budget. Car un agent qui travaille la nuit c'est pratiquement le double de rémunération plus les heures de récupération. Monsieur DE FOURNAS ajoute ne jamais avoir défendu dans un programme une Police municipale 24h sur 24 et 7 jours sur 7. En revanche il va vérifier les calculs fait par le Maire car si quatre personnes font la soirée et si en trois soirs ils ont épuisé leurs horaires d'une semaine, cela lui semble beaucoup. Monsieur le Maire précise que passé 19 heures ce sont des horaires de nuit, et souvent il ne se passe rien la nuit. Monsieur POUYALET demande à combien sont rémunérées les heures de nuit. Monsieur le Maire indique que c'est quasiment le double. Monsieur DE FOURNAS précise qu'il y a eu une volonté de faire passer de la police rurale en Police d'intervention. Quand on équipe une Police municipale, qu'on l'arme, qu'on achète des motos, des véhicules, on voit qu'il s'agit d'une Police municipale qui n'a pas vocation à faire traverser les enfants le matin à l'école même si c'est bien d'avoir des personnes qui font traverser les enfants le matin à l'école. Il se rend compte que cette Police municipale est là pour lutter contre la petite délinquance ou de prévenir la délinquance. Il ajoute que le soir, même si ce n'est pas du gros trafic de drogue, que ce ne sont pas des rodéos tous les soirs, il y a aussi des jeunes de 14 ou 15 ans qui sont dehors, à crier, à sonner aux portes. Ce n'est pas de la grosse insécurité mais c'est dans les compétences de la Police municipale. Il soumet l'idée de réfléchir sur les missions de la Police municipale à l'avenir, qu'on utilise la Police municipale pour prévenir cette incivilité ; sinon pourquoi l'équiper. Il précise à nouveau qu'un agent de la Mairie pourrait s'occuper des permis de louer. Mme CROUZAL précise que le mot incivilité est préférable au mot insécurité. Elle dit aller régulièrement au cinéma le soir et être plus apeurée par le fait qu'il n'y a rien, le silence lui fait peur et elle préfère voir des jeunes qui s'amusent, qui discutent ; qu'il arrive qu'une voiture passe un peu vite mais ce n'est pas tout le temps. Elle ajoute vivre en paix à Pauillac. Monsieur le Maire précise que l'importance est la remontée d'information ; un administré lui disait lundi que des jeunes se regroupent le soir vers le Crédit Lyonnais le week-end et les vacances. Des opérations spéciales sont

mises en place avec la police municipale pour régler les problèmes d'incivilité. La police municipale est intervenue dans le haut de la rue piétonne pour un groupe de jeunes qui venaient squatter. Quand l'information remonte, des actions sont mises en place, des actions de prévention. Concernant les rodéos, Monsieur le Maire semble étonné de l'information et précise que les élus alertent sur leur groupe quand ils entendent quelque chose. Monsieur RENAUD précise que le matin les agents de la police municipale sont sur les écoles. Monsieur DE FOURNAS répond à Madame CROUZAL et lui rappelle qu'en 2020, le soir des élections du second tour, sa maison a été assiégée, que sa voiture a été détruite, que des feux ont été allumés devant son domicile avec des gens qui criaient « DE FOURNAS on va te cramer » ; il peut considérer que c'est de l'insécurité, il y a dix jours quelqu'un qui s'est fait poignarder, à Pauillac. Il ne souhaite pas être désagréable mais avoue en avoir assez d'entendre les reproches faits à ceux qui estiment vivre à Pauillac en insécurité. Des choses graves se sont passées. Il précise qu'il aura peut-être des répercussions derrière ces propos et reproche à Monsieur le Maire de ne pas répondre quand il lui a écrit, que la police municipale pourrait s'organiser avec la Gendarmerie pour qu'il y ait du monde sur le terrain, pourquoi pas Monsieur le Maire qui pourrait prendre une soirée pour aller voir ce qu'il se passe dans Pauillac. Il précise ne pas supporter qu'on lui reproche de la sémantique quand il y a des problèmes graves à Pauillac.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** la convention de coordination entre la Police Municipale et la Gendarmerie Nationale
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention, ainsi que ses éventuels avenants, et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la convention.

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0

Adopté à l'unanimité

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT EN RENOUVELLEMENT URBAIN AVEC OPÉRATION DE RESTAURATION IMMOBILIÈRE (OPAH-RU-ORI) – AIDES AUX PROPRIÉTAIRES

VU la délibération communautaire 84/2018 du 18 juin 2018 actant le lancement de l'OPAH-RU-ORI sur le territoire de la Communauté de Communes Médoc Cœur de Presqu'île,

VU la délibération du 24 septembre 2019 approuvant la convention d'OPAH de la Communauté de Communes Médoc Cœur de Presqu'île et fixant les engagements financiers des différents partenaires,

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 303-1, L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

VU le Programme Départemental de l'Habitat, adopté par le Conseil Départemental de la Gironde, le 25 juin 2015,

VU le règlement général de l'Agence Nationale de l'Habitat,

VU la circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002,

VU le Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées, adopté par le comité responsable du plan, le 19 novembre 2007,

VU les avis des comités techniques de suivi du 31 janvier 2024, du 28 mars 2024 et du 30 mai 2024.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il est nécessaire de procéder au versement des aides accordées aux propriétaires de logements sur le territoire de la commune, dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en cours.

La commune de Pauillac s'est en effet engagée dans une OPAH avec la délibération du 24 septembre 2016 puis la signature d'une convention d'OPAH le 6 décembre 2019. Des aides pourront donc être accordées pendant 5 ans aux propriétaires qui réalisent des travaux d'amélioration de leur logement.

Ces dossiers d'aides sont instruits par SOLIHA TERRES OCEAN, en charge du suivi-animation de cette OPAH, et sont étudiés lors de Comités Techniques de suivi de l'OPAH, qui émettent un avis avant leur validation lors d'une Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH). Plusieurs comités de suivi se sont déroulés les 31 janvier 2024, le 28 mars 2024 et le 30 mai 2024.

La communauté de communes, les communes concernées, l'Anah, le Département, la CAF et la MSA participent à ces Comités Techniques de suivi (et d'autres intervenants peuvent être invités).

Il est proposé aux membres du conseil municipal de valider les dossiers d'aides concernant deux propriétaires de logements à Pauillac, étudiés lors des comités techniques de suivi du 31 janvier 2024, du 28 mars 2024 et du 30 mai 2024 :

Demandeur					Financement				Eti-quette
Nom	Prénom	Commune	Types de travaux	Date CO/TEC H	Montant projet TTC	Subvention totale	% aides publiques	Pauillac	% de gain
AMIMI	Tarik	Pauillac	Energie	31/01/2024	32 699.11 €	32 699.11 €	100%	1 500 €	42%
BENGOCHÉ A	Laure & Arnaud	Pauillac	Dégradation lourde	30/05/2024	71 912.26 €	71 697.00 €	100%	1 500 €	52%
TOTAUX					104 611.37€	104 396.11€	100%	3 000 €	/

Deux dossiers obtiendront un financement de la commune de Pauillac, **pour un montant total de 3 000 €**. Ils obtiendront aussi des financements de l'Anah, du département, du fonds de solidarité logement et de la communauté de communes.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** l'octroi de deux aides à deux propriétaires souhaitant réaliser des travaux d'amélioration de l'habitat dans le cadre de l'OPAH, dont leurs dossiers ont été préalablement validés en Comité Technique de suivi, pour un montant total de 3 000,00 €,

- **MANDATE ET AUTORISE** Monsieur le Maire pour la signature de tous les documents utiles à l'exécution de la présente décision.

Vote : POUR : 24 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0
Adopté à l'unanimité

COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR MONSIEUR LE MAIRE

Conformément à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales, il est rendu compte des décisions prises en application de la délégation accordée au Maire par délibération n°2020/050 en date du 10 juillet 2020 :

Sur le fondement du 2^e alinéa de l'article L. 2122-22 du CGCT - *De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal :*

- Décision n°2025/007 en date du 03/02/2025 : fixation des tarifs communaux pour l'année 2025
- Décision n°2025/008 en date du 12/02/2025 : fixation des tarifs Régie d'animation et promotion pour l'année 2025

Sur le fondement du 8^e alinéa de l'article L. 2122-22 du CGCT – *De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières :*

- Décision n°2025/009 en date du 13/02/2025 au profit de Madame GROSSIAS Manon portant acquisition de la concession trentenaire nouveau cimetière n°25
- Décision n°2025/010 en date du 28/02/2025 au profit de Madame LONGINOTTI Isabelle portant acquisition de la concession cinquantenaire nouveau cimetière n°406
- Décision n°2025/012 en date du 18/03/2025 au profit de Madame SANCHEZ Marie portant renouvellement de la concession trentenaire ancien cimetière carré AC 830

Sur le fondement du 3^{ème} alinéa de l'article L.2122-22 du CGCT – *De procéder, dans les limites fixées par le Conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au iii de l'article L.1618-2 et à l'article L.222-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires :*

- Décision n°2025/011 en date du 18/03/2025 portant sur la souscription d'un emprunt auprès du Crédit Mutuel Sud-Ouest

Monsieur DE FOURNAS a le sentiment que la dernière petite ligne de ce Conseil municipal pourrait passer inaperçue. Il précise que le Conseil municipal a donné son accord pour contracter un emprunt d'un million cinq cent mille euros sur 25 ans ce qui signifie que ça engage plusieurs générations de Maires derrière le Maire actuel. Il précise ne pas avoir assisté aux réunions publiques mais qu'on lui a rapporté que le Maire a fait état des finances publiques de la commune, des économies qui ont été faites, que le Maire a fustigé ceux qui lui expliquaient que le Maire avait ruiné la caisse. Il rappelle qu'un premier crédit de 2 millions d'euros a été contracté en début de mandat qui ne sera pas soldé avant de partir, que le Maire laisse une ardoise. L'emprunt de 3 millions et demi cette année à voir avec le compte administratif l'année prochaine. Il y a un sous-investissement chronique pendant ce mandat. Peut-être que les investissements seront réalisés en fin de mandat, peut-être y-a-t-il des économies ;, les charges de fonctionnement ont aussi considérablement augmenté, les concessions réalisées pendant les 2 mandats, le million et demi vendu sur le Pouyalet par exemple que le Maire rajoute en plus des emprunts qui sont pris sans délibération du Conseil municipal car le Conseil a eu l'imprudence de le laisser faire sans un vote ; il estime que le bilan n'est pas terrible. Monsieur le Maire dit à monsieur DE FOURNAS que ses propos sont faux, que le Conseil municipal l'a autorisé mais il n'était pas là. Le Conseil municipal a autorisé le Maire a contracté 4 millions 3 d'emprunt. Monsieur POUYALET précise qu'il n'était pas d'accord. Monsieur le Maire précise que monsieur POUYALET s'est abstenu ce qui équivaut à un vote pour ; les abstentions équivalent à l'unanimité. L'abstention correspond au fait de ne pas prendre part au vote. Le budget a donc été voté à l'unanimité. En réempruntant, la commune arrive au même niveau qu'en 2020, au même taux d'endettement de la Mairie. Cela sera visible sur le prochain compte administratif. En un mandat, la commune rembourse 2 millions

d'euros. Plutôt que de faire 2 millions d'emprunt en début d'année prochaine. Les gros travaux prévus, notamment au COSEC, sont prévus au budget mais lors de gros travaux il y a toujours des demandes de travaux supplémentaires notamment pour l'accessibilité ce qui occasionne un coût supplémentaire de 50 000€. Cet emprunt est une poire pour la soif. Une commission a été réunie et Monsieur le Maire a demandé de voter. Les élus présents ont décidé du taux et de la durée de cet emprunt. Plutôt que de prendre un taux fixe à 3.80 le Conseil est parti sur un taux variable. Monsieur POUYALET évoque le montant de la trésorerie de 9 millions. Monsieur le Maire corrige en annonçant un montant de trésorerie de 8 millions. Monsieur POUYALET ne comprend pas le choix de l'emprunt d'1 million et demi alors qu'il y a une trésorerie à 8 millions. Monsieur le Maire explique qu'il regarde le budget et non la trésorerie. Monsieur le Maire précise alors que le Trésor public ne l'entend pas comme ça. Monsieur POUYALET explique alors que cela se gère comme l'argent du foyer. Monsieur le Maire explique qu'il y a un compte unique de trésorerie quel argent prévu pour l'assainissement, par exemple, ne peut pas être dépenser ailleurs. Il prend l'exemple de dépenses imprévues qui sont arrivées ; les palplanches du port qui sont tombées ont coûté 185 000 € pour les remettre, il y avait le choix d'utiliser la trésorerie. Monsieur POUYALET précise que 185 000€ comparés à 8 millions ce n'est pas grand-chose. Monsieur le Maire indique que pour dépenser des fonds publics il faut que les crédits soient ouverts pour pouvoir les dépenser ; pour ouvrir des crédits, il faut faire des réserves. Il prend l'exemple que pour présenter les comptes ils doivent être équilibrés. Il ne note pas les subventions tant qu'elles ne sont pas perçues ; dans le budget voté il n'y a pas de subventions. Mais les entreprises, elles, sont payées avant que la commune ne perçoive ces subventions. Monsieur POUYALET intervient en disant que si les investissements étaient faits d'un coup il faudrait tout payer d'un coup. Monsieur le Maire précise que les investissements sont quasiment tous engagés. Monsieur POUYALET indique que si c'était étalé dans le temps les recettes seraient aussi étalées dans le temps Monsieur le Maire reprécise qu'elles ne sont pas inscrites au budget et que ce sera un bonus en fin d'année. Monsieur POUYALET demande pour quel investissement a été utilisé l'emprunt de 2 millions d'euros du début de mandat. Monsieur le Maire répond que cet emprunt a servi aux investissements réalisés depuis 5 ans. Monsieur POUYALET a des doutes sur ces investissements réalisés. Monsieur le Maire précise que l'école Hauteville a coûté 1,8 millions d'euros. Monsieur POUYALET que le fonds de dotation est intervenu sur ce projet. Monsieur le Maire réfute cette affirmation et précise que le fonds de dotation a servi pour les cours d'école mais pas pour l'école. Monsieur DE FOURNAS fait remarquer que Monsieur le Maire avait précisé avoir la capacité d'endettement mais qu'il allait chercher l'emprunt, vision des choses qu'il trouve contestable ; il existe une vision qui consiste à désendetter la ville. Le fait d'avoir fait des cessions de patrimoine, le meilleur moyen de s'assurer que cela ne s'envole pas dans des investissements qui à terme seront à refaire. Il demande à Monsieur le Maire de préciser la nécessité d'emprunt. Monsieur le Maire indique que l'emprunt est pour la rénovation énergétique du COSEC. Monsieur DE FOURNAS demande pourquoi l'ordre du jour du Conseil municipal du lendemain n'a pas été mis à la suite de ce Conseil. Monsieur le Maire répond que ce sera un huis-clos car cela concerna des agents communaux et cela évitera de devoir faire sortir le public. Monsieur DE FOURNAS indique que cela était déjà arrivé lors du précédent mandat, que le public était sorti puis rentrer après. Monsieur le Maire précise alors que c'est pour éviter de faire sortir et rentrer le public.

Le Conseil municipal prend acte des décisions dont la liste est jointe

Fin de séance 20h20

Procès-verbal adopté en séance du 18 juin 2025